

Le Québec est une notion

Pierre Lefebvre

Volume 49, Number 1-2 (275-276), March 2007

La mort du Québec : pour qui sonne le glas?

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/22253ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (print)

1923-0915 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Lefebvre, P. (2007). Le Québec est une notion. *Liberté*, 49(1-2), 27–48.

Le Québec est une notion

Pierre Lefebvre

La culture est à la fois un legs qui nous vient d'une longue histoire et un projet à reprendre ; en un certain sens elle n'est rien d'autre qu'une mémoire.

FERNAND DUMONT

Le problème est rarement chez les autres, il est en nous.

GEORGES-ÉMILE LAPALME

La mort du Québec n'est pas une perspective réjouissante. Pourtant, l'affirmation me fait sourire, comme malgré moi. Elle m'amuse en effet parce qu'elle me ramène à l'esprit l'image d'une tarte à la crème, c'est-à-dire, selon l'une des définitions du *Petit Robert*, « une formule vide et prétentieuse par laquelle on prétend avoir réponse à tout ». Cela dit, mon rire me laisse tout de même en bouche un peu d'amertume. Tout un tas de cultures, et même de civilisations, ont fini, au fil de l'Histoire, par se casser la gueule. Il serait dès lors difficile d'oser imaginer que nous pourrions échapper à ce destin.

Réfléchir à cette éventualité, surtout dans la perspective de son arrivée plus ou moins imminente, m'est pourtant, je l'avoue, difficile. L'affirmation « la mort du Québec », en effet, malgré l'apparente limpidité de la formule, me semble, je dois le dire, bien brumeuse. Je comprends assez bien ce que la notion de mort peut recouvrir dans un tel énoncé, mais cela se complique pour moi lorsque j'arrive à « Québec ». Cette appellation, qui nous semble aller de soi de façon si naturelle, me laisse fort perplexe. Le Québec, ne l'oublions pas, en tant qu'entité politique, culturelle, et même, pourquoi pas, ethnique, est extrêmement récent. Il est sans doute difficile de le dater précisément, mais je ne crois pas trop délirer en affirmant que les 23, 24, 25, 26 et 27 novembre de

l'année 1967 pourraient bien en être les anniversaires successifs. Que s'est-il passé d'aussi précis au cours de ces journées ? Un événement tout simple, soit les deuxièmes États généraux du Canada français. Au cours de ces cinq journées, que l'on pourrait toujours qualifier, sans pudeur, d'historiques, la rupture, pour ainsi dire définitive, entre les représentants de la province de Québec et ceux des autres provinces canadiennes, de même que ceux de la Nouvelle-Angleterre, s'est alors consommée pour de bon. Ce qui s'est passé, en gros, c'est que la délégation québécoise y avança que l'on ne pouvait plus désormais se permettre de sacrifier le tronc aux branches. Afin de préserver le fait français en Amérique, une seule solution maintenant s'imposait : concentrer, si ce n'est limiter, les efforts, à la fois politiques, sociaux et culturels, à la province de Québec. On peut imaginer combien cette proposition laissa les francophones hors Québec Gros-Jean comme devant.

Il va sans dire que le grand avantage du Québec sur le Canada français, à tout le moins d'un point de vue politique, est que le Québec possède un territoire et bénéficie d'un État. Ce n'est pas rien. La question hérétique que je ne peux pourtant pas m'empêcher de me poser à ce sujet est la suivante : qu'avons-nous alors, en tant que peuple, en tant que culture, abandonné afin de nous cantonner à l'intérieur de ces frontières ? Refonder la nation autour de l'État plutôt que de l'Église était, il va sans dire, des plus nécessaire, mais ne pouvait en soi tout régler.

Le Québec aurait ainsi aujourd'hui, plus ou moins, quarante ans. Ce n'est déjà pas très vieux pour un individu, du moins en Occident en ce début de XXI^e siècle, mais pour une « nation » (*whatever that means*, comme le disent les Anglais) c'est franchement ridicule. Cela dit, il n'y a, bien sûr, pas d'âge prescrit pour mourir. Au-delà de la peine et du chagrin que suscite n'importe quelle fin du monde, il faudrait peut-être bien tenter de discerner si ce qui mourra un jour n'est que cette conception du Québec,

née en 1967 et n'ayant, d'abord, pour rôle que de s'opposer à la notion de Canada français, ou si ce n'est pas plutôt une « réalité » plus profonde et plus vaste que la notion de « Québec » ne saurait recouvrir tout à fait.

Pet pis Répète

On sait combien peut s'avérer amusant le comique de répétition. La mort du Québec ne fait pas exception à la règle. Il est en effet délicieux de se rappeler que la question démographique qui préoccupe tant Lucien-le-lucide et sa bande est une donne déjà présente en Nouvelle-France. Dès notre arrivée en ce site enchanteur, nous avons eu l'impression que le spectre de la mort et de la disparition nous menaçait. La colonie, souvenons-nous, avait d'énormes difficultés à peupler le territoire. Les colons, de surcroît, embrassaient volontiers le mode de vie amérindien, au point où l'on considérait les coureurs des bois comme une engeance. Quand elle lorgnait du côté de la Nouvelle-Angleterre, qui se peuplait à un rythme galopant, l'administration sentait bien que quelque chose ne tournait pas rond chez nous.

Cette crainte de mourir, comme on le sait maintenant, était promise à un brillant avenir. Elle a commencé à prendre du coffre en 1760, lorsque, après la guerre, les Britanniques sont arrivés, puis elle a encore augmenté lors de l'union du Haut et du Bas-Canada, pour prendre un tout nouvel essor lors de la Confédération ou, plutôt, comme le laisse entendre Heinz Weinmann¹, à la suite de la pendaison de Louis Riel, laquelle, plus que n'importe quel autre événement, fit comprendre à un grand nombre de Canadiens français que la Confédération ne leur était peut-être pas aussi favorable que ça. De là, je l'espère, on connaît plus ou moins la suite. Je ne veux évidemment pas laisser entendre que cette crainte, quelle que soit la façon dont elle s'est formulée à travers les époques, est aussi chimérique

¹ Heinz Weinmann, *Du Canada au Québec*, Montréal, L'Hexagone, 1987, p. 399-400.

que sans fondement, mais bien qu'elle est partie intégrante de notre héritage culturel. Nous ne sommes d'ailleurs pas les seuls à être empreints de ce sentiment. Rappelez-vous Kundera qui affirmait :

La petite nation est celle dont l'existence peut être à n'importe quel moment mise en question, qui peut disparaître, et qui le sait. Un Français, un Russe, un Anglais n'ont pas l'habitude de se poser des questions sur la survie de leur nation. Leurs hymnes ne parlent que de grandeur et d'éternité. Or, l'hymne polonais commence par le vers : La Pologne n'a pas encore péri².

Une telle conscience, bien sûr, ne saurait être uniquement rhétorique. C'est quelque chose qui, sans cesse, vous colle à la peau. Cela ne veut pas dire pour autant qu'il nous faille accueillir notre possible disparition avec joie et clamer, de manière euphorique, lors des fêtes du 24 juin, l'incipit du *Malone meurt* de Beckett (soit le magnifique : « Je serai quand même, bientôt, tout à fait mort, enfin³. »), mais je crois tout de même que réfléchir sur ce qui, sans cesse, nous agonise, nous achève et nous tue, est un « devoir national » bien de chez nous.

Du sang et de la culture

Parmi ce qui me fait tiquer dans l'entretien et l'article de M. Godbout est cette adéquation implicite, si ce n'est nécessaire, qui y est faite entre culture et ethnie. Par exemple :

On peut dire que la Révolution tranquille est épuisée, parce que la société canadienne-française, qu'on appelle « québécoise de souche », est elle aussi épuisée. Elle ne fait plus d'enfants. Elle a un problème démographique énorme. Par conséquent, sa culture disparaît peu à peu.

² Milan Kundera, « Un Occident kidnappé », *Le Débat*, n° 27, nov. 1983, p. 3-22.

³ Samuel Beckett, *Malone meurt*, Paris, Minuit, 1998, p. 7.

Bien qu'il y ait une corrélation allant de soi entre ethnie et culture, amalgamer à ce point l'une à l'autre me semble délicat. La culture, tout de même, n'est pas une question de génétique. J'ai peut-être tort, mais je crois que l'affirmation de M. Godbout devient fort juste si l'on se donne la peine de la retourner à l'envers, c'est-à-dire que l'énorme problème démographique de la « société canadienne-française, qu'on appelle "québécoise de souche" », est tributaire de l'épuisement de la Révolution tranquille, et donc d'un épuisement culturel, plutôt que l'inverse. Ce n'est pas parce qu'on ne fait pas d'enfants que l'on est épuisé, mais bien parce qu'on est épuisé qu'on ne fait pas d'enfants. En cela, par contre, le Québec n'est pas seul. Selon les dernières données disponibles, l'Allemagne a vu sa population baisser d'environ 50 000 personnes en 2005, la Belgique a vu la sienne augmenter de 0,4 %, et ce, grâce aux populations migratoires. En 2003, l'Espagne avait pour sa part un taux de natalité de 10,11 % et un de mortalité de 9,55 %. Pour l'Angleterre, le taux de croissance anticipé pour 2005 était de 0,3 %. La population de la Russie, quant à elle, a diminué de 0,38 % dans le seul cours de l'année 2005, et l'on prévoit que le Japon verra d'ici 2050 la sienne baisser de 25 %⁴.

Alors, lorsque je vois M. Godbout affirmer dans « Continuons le débat, il ne fait que commencer » que « donner naissance est un choix personnel, le résultat est collectif⁵ », j'ai de la difficulté à embrasser ses vues. Quand autant d'individus en même temps, à travers le monde, font le choix personnel de ne pas avoir d'enfants, je n'y vois plus, pour ma part, un choix individuel. La même chose pourrait se dire du baby-boom. Assister en si peu d'années à un tel taux de natalité ne saurait être le simple fruit du hasard, que la bête addition de choix personnels simultanés. Dans un cas comme dans l'autre, quelque chose de plus

⁴ Voir www.populationdata.net (consulté le 19 février 2007).

⁵ Jacques Godbout, « Continuons le débat, il ne fait que commencer », *Le Devoir*, les samedi 23 et dimanche 24 septembre 2006, p. B5; texte repris dans ce numéro de *Liberté*, p. 193-198.

est à l'œuvre. Le baby-boom est bien évidemment attribuable à l'euphorie de même qu'à l'essor économique qu'a entraînés dans son sillon la fin de la Seconde Guerre mondiale. Il est plus délicat de délimiter les raisons de la dénatalité actuelle dans les pays industrialisés, mais avançons comme proposition — parce que c'est vaste et que ça ne coûte rien — l'affaissement du projet moderne.

Cela dit, ce n'est pas parce que le taux de natalité d'une bonne part des nations d'Occident s'avère famélique qu'il ne faut pas s'inquiéter du nôtre, mais, en même temps, il me semble qu'il faudrait quand même savoir ce que nous voulons. De quoi nous plaignons-nous, en effet ? Le récit mythique d'arrière-plan de la Révolution tranquille affirmait que nous ne pouvions plus nous permettre de continuer à être des culs-terreux, ce pourquoi le Québec se devait au plus vite d'entrer, idéalement par la grande porte de l'État-nation, dans la course mondiale. Eh bien ! nous y sommes, dans la grande course. Nous n'y occupons peut-être pas le rang auquel Lucien-le-lucide fantasme, mais nous y voilà de plain-pied. Nous sommes à égalité avec les nations dites industrialisées, et nous n'avons plus désormais à avoir honte de notre clergé et de notre taux de natalité anachronique. Je n'essaye bien sûr pas de dire qu'il aurait été préférable de ne rien faire et de pouvoir demeurer ainsi une société *vraiment* distincte, mais, sans la revanche des berceaux institutionnalisés par l'Église au XIX^e siècle, les catastrophes démographiques dont nous menacent les tenants d'un Québec lucide seraient, aujourd'hui, plus qu'à nos portes : elles seraient installées dans les salons. On pourrait, pour y remédier, essayer d'instaurer une revanche des berceaux deuxième mouture, en version aussi laïque qu'étatique cette fois-ci, mais pour donner des résultats tangibles ce genre d'exercice se doit d'être, me semble-t-il, passablement coercitif. Je me trompe peut-être, mais j'ai peur que cela heurte les sensibilités contemporaines.

Plus inquiétante que notre maigre taux de natalité m'apparaît être la bonne teneur de notre taux de suicide. De ce côté-là, nous ne sommes pas seulement dans la course, nous sommes bons premiers. L'Institut de la santé publique nous indique en effet que les taux de suicide sont passés de 14,8 par 100 000 habitants lors de la période 1976-1978 à 19,1 pour celle de 1999-2001. En voilà de la belle vigueur et de la belle détermination. Mais, comme pour ce qui est d'avoir ou non des enfants, je ne peux croire ici à une bête convergence de choix individuels éclairés. Quelque chose d'autre est à l'œuvre. Quelque chose, oui, mais quoi ?

La question est bien vaste, mais j'avancerais tout de même que nous avons affaire ici à un grand désarroi. Qu'est-ce à dire ? J'évoquais un peu plus haut l'affaissement du projet moderne. Comme on le sait, la chose s'est bien concrétisée avec la chute du mur de Berlin, à la suite de laquelle on s'est mis à marteler, autant que faire se peut sur toutes les tribunes, que l'économie capitaliste était désormais l'unique solution à l'ensemble de nos problèmes ; à la fois notre seul port d'attache et l'unique conclusion de toutes nos entreprises. Or, si la seule finalité sociale et politique que l'on nous propose se limite à l'essor économique — sans parler des inégalités sociales, de même que de l'épuisement des ressources de la planète, qu'impose une telle course pour avoir sa belle place au soleil —, on peut très bien comprendre qu'élever un enfant soit désormais perçu avant tout comme une contrainte économique, de même que sociale (ciel, ma carrière !).

Le désir ou non d'enfants est ainsi devenu, lui aussi, une manière d'enjeu économique. Comme me le faisait remarquer une amie mère de deux enfants, après avoir hurlé et susurré de concert avec les idées reçues que les gens ne faisaient pas d'enfants parce qu'ils manquaient d'argent, nos bons gouvernements débarquent tout à coup en sauveurs en proposant allocations diverses et autres conciliations travail/famille. On cite ainsi avec des trémolos dans la voix l'exemple de la France, qui s'avère être l'un des seuls pays européens dont le taux de

natalité progresse, de même que l'extraordinaire croissance qu'a connue le Québec en 2006.

Vu notre mépris et notre méfiance, oserais-je dire ataviques, pour la culture, cette obsession économique a peut-être bien, ici, des conséquences plus terribles qu'ailleurs. Sitôt arrachés au giron de l'Église, nous nous sommes précipités sous celui de la nation. Le rêve d'indépendance s'étant cassé les dents ce joli mois de mai de l'année 1980 — alors que s'est mis à souffler, par le biais de M. Reagan et de M^{me} Thatcher, le beau vent de ce qu'on finira par nommer le néolibéralisme —, pour ensuite se casser le nez en octobre 1995, nous nous trouvons, en ce moment, particulièrement déboussolés. Lorsque l'on entend des hommes, aussi mûrs que graves, affirmer, sans sourire, que l'unique façon de s'en sortir est de créer plus de richesse, je me dis qu'il y a vraiment de quoi se pendre ou Dieu sait quoi encore. Ce n'est pas d'un manque de richesse que nous souffrons, c'est d'un manque de sens. Celui-ci, faut-il le préciser, n'est pas une direction, mais au contraire une ouverture et un espace à l'intérieur duquel il nous est donné de nous arracher aux contingences idéologiques, de même qu'à celles, plus primales peut-être, de notre condition humaine. Ce n'est pas d'une aide financière dont nous avons besoin, c'est d'une aide culturelle. Je n'entends évidemment pas que l'État devrait envoyer aux nouveaux parents les œuvres complètes de Montaigne ou de Hegel, mais que, s'il est un devoir politique essentiel en ce moment, c'est bien de promouvoir un horizon social et politique où la recherche du profit n'est pas notre seule raison d'être ensemble. Cette vacuité n'est bien sûr pas à l'œuvre qu'au Québec, mais elle est peut-être pire qu'ailleurs, qu'en Europe surtout, où la culture, malgré son rétrécissement dans l'espace public, garde tout de même son droit de cité. Or, c'est cette absence de culture dans l'espace public qui, littéralement, nous tue. La culture, au contraire de ce que certains aiment penser, n'est en rien la capacité de citer de façon précise, au saut du lit, des pans entiers de la correspondance de Voltaire ou des *Cantos* d'Ezra Pound. Comme le dit si bien Fernand Dumont :

Les techniques nous permettent de transformer la nature physique ou sociale : le savoir nous rend le monde intelligible [...]. C'est grâce à la culture que l'humanité se déprend de la répétition monotone à laquelle est vouée la condition animale, qu'elle s'inscrit dans une histoire où ses actions se prêtent à une accumulation des œuvres et à un surplomb du devenir⁶.

Il y a quelque chose de lassant à devoir répéter des évidences, mais ce qu'on nomme aliénation est précisément une existence gorgée « de la répétition monotone à laquelle est vouée la condition animale ». Parlez-en aux nations amérindiennes, dont la crise culturelle est bien pire que la nôtre et dont le taux de suicide aussi — oh surprise ! — est pire que partout ailleurs au Québec.

La révolution ? Quelle révolution ?

Une révolution, comme on le sait, est une rotation complète d'un objet autour de son axe. C'est grâce à cette dernière qu'un endroit précis de la planète passe du jour à la nuit, puis de la nuit au jour nouveau. C'est également, là encore comme on le sait, un changement radical dans l'ordre politique et social d'une société donnée, une transformation, pour le dire comme ça, complète. Je me donne la peine de préciser la chose parce qu'il m'apparaît, comme à beaucoup, que notre révolution dite tranquille ne fut pas tout à fait révolutionnaire, en ce sens que sa rotation ne fut pas exécutée tout entière. La nuit que l'on a imputée de façon si ardente au Canada français n'a pas, malgré tout ce qu'on aime à croire, succédé à quelque chose comme du jour, que ce dernier soit d'appellation québécoise ou pas. Nous avons, bien sûr, gagné beaucoup de choses, il ne faut pas le nier, en passant ainsi d'une aliénation à une autre, mais je me demande tout de même, parfois, s'il ne serait pas plus juste de parler de coup d'État tranquille plutôt que de révolution. Qu'est-ce à dire ? Tout juste que l'aliénation

⁶ Fernand Dumont, *L'avenir de la mémoire*, Québec, Nuit Blanche, 1995, p. 17-18.

canadienne-française, affublée du doux nom poétique de « Grande Noirceur », et dont nous serions sensés avoir fait le tour de façon définitive, demeure à l'œuvre encore et toujours en cette belle province de Québec. Qu'on me comprenne bien — il faut sans cesse remettre toutes les pendules à l'heure —, la faute n'en est pas imputable à la souveraineté encore à faire. Je ne crois pas que son avènement à lui seul pourra régler la chose, pas plus d'ailleurs que le *statu quo* ou encore un improbable fédéralisme renouvelé. Ce que j'essaye d'entendre par là, c'est que cette problématique n'est pas tant politique, encore moins constitutionnelle, que d'abord et avant tout culturelle. En se séparant du Canada français, et par là j'entends autant les communautés francophones hors Québec que les assises historico-culturelles de la province, le Québec a cru pouvoir de façon spontanée créer de toutes pièces une culture, de même qu'une identité nationale. Je ne sais à quel point je peux exagérer ici, mais le résultat de cette aventure me semble à tout le moins mitigé, et, à parler franchement, j'oserais même dire artificiel. Aligner des anthologies d'œuvres québécoises comprenant la moindre note griffonnée sur un bout de papier peut, bien sûr, nous donner l'impression que nous possédons — la belle affaire ! — un corpus national impressionnant, mais la richesse et la vitalité d'une culture ne s'élaborent pas par le biais d'une logique propre à l'inventaire d'un entrepôt. Répertorier n'est évidemment pas un exercice futile, mais percevoir les œuvres, à la manière des nouveaux riches, comme de simples avoirs, est nier l'appel qu'elles nous lancent de les interpréter, de les hiérarchiser et de les faire nôtres. Comme l'énonce encore une fois si bien Fernand Dumont, « une culture est à la fois un legs et un projet à reprendre ». Sans ce travail de reprise, la culture se trouve délestée de sa capacité à nous donner à voir le monde; on refuse surtout son aptitude à « sauvegarder cette faculté d'interprétation qui est la marque de la mémoire authentique, de la tradition vivante⁷ ».

⁷ *Ibid.*, p. 73.

Cela, plus que n'importe quel autre politicien que nous ayons connu, Georges-Émile Lapalme l'avait compris. Que ce gars-là, qui, au plus fort de la tempête, a eu à tenir tête à Duplessis en tant que chef de l'opposition, qui a rédigé le programme de l'équipe du tonnerre de Lesage, qui a créé le ministère de la Culture et la première présence internationale du Québec à Paris, que ce gars-là, donc, soit aujourd'hui à peu de choses près oublié en dit plus long sur notre glorieuse révolution que tous nos fantasmes d'émancipation réunis.

J'en viens ainsi, par moments, à me dire que la mort du Québec ne serait peut-être pas tant la disparition de ce que la notion de Québec est censée recouvrir, mais bien celle d'une conception, d'un projet — tant du côté indépendantiste que du côté fédéraliste — porté par une génération s'approchant elle-même par l'âge de la Grande Faucheuse.

ooo

*Mourir cela n'est rien,
Mourir, la belle affaire,
Mais vieillir, oh ! vieillir.*
JACQUES BREL

Le Québec moderne, on ne le sait que trop, s'est tricoté, entre autres, par le biais d'un certain nombre d'institutions dont le mandat, à peu de choses près, fut de canaliser les forces vives de la « nation » naissante. Or, l'un des symptômes les plus éclatants de la morbidité québécoise est l'incroyable vitesse à laquelle un bon nombre de ces institutions se sont dégradées en un laps de temps, pour ainsi dire, record, vu la vitalité que devrait leur accorder encore à ce jour leur jeunesse. Comment, en effet, étant si jeunes, ont-elles pu devenir aujourd'hui si moribondes ? Bien sûr, on peut très bien se dire, avec raison, que c'est précisément leur jeunesse qui les rend si fragiles. Puisqu'elles n'ont aucune

racine, les arroser ou trop ou trop peu peut s'avérer en un rien de temps fatal. Cela dit, le manque d'attention, oserais-je dire de délicatesse, que le Québec témoigna à leur égard me semble révélateur.

Commençons par le ministère de la Culture, qui en est peut-être l'exemple le plus pathétique : il est, en effet, un enfant mort-né. Reportons-nous en cette belle période des débuts des années 1960, et plus précisément dans les coulisses du gouvernement Lesage, par qui, comme on aime le clamer, tout en ce monde est arrivé. Considéré à plusieurs égards comme le père de la Révolution tranquille, Georges-Émile Lapalme a démissionné de son poste de premier titulaire du ministère de la Culture le 3 septembre 1964, car il lui était tout bonnement impossible, dans le cadre politique qu'il avait pourtant aidé à mettre en place, de mener à bien ce qu'il considérait à juste titre comme son mandat. Encore à ce jour, je demeure convaincu qu'on peut voir dans son geste, et surtout les raisons qui l'y ont poussé, le nœud symbolique de l'avènement du Québec moderne.

Il y a moyen de se dire, comme on le laissa entendre, que Lapalme n'avait pas tout à fait la stature pour supporter les aléas de la *realpolitik*, mais toujours est-il qu'aucun ministre de la Culture depuis Lapalme n'a osé proposer une politique culturelle aussi globale que la sienne. Lapalme souhaitait, en effet, comme le dit Marcel Fournier, « faire de la culture, à la manière d'un Malraux en France, l'objet même de l'action politique⁸ ». On est loin de Line Beauchamp. On est malheureusement loin, aussi, de tous ceux qui se sont illustrés à ce poste depuis le départ de Lapalme. Bien sûr, si ni Lapalme ni aucun de nos ministres de la Culture n'a pu accomplir autre chose que du saupoudrage moné-

⁸ Marcel Fournier, « Georges-Émile Lapalme : culture et politique », dans Jean-François Léonard et Georges-Émile Lapalme (dir. éd.), *Georges-Émile Lapalme*, Montréal, Les Presses de l'Université du Québec, 1988, p. 159-166.

taire sans vision, ce n'est pas tant une question d'individus que de structure et de politique. Aucun gouvernement, depuis que ce ministère existe, ne l'a pris au sérieux. Le plus embêtant dans tout ça, c'est que chaque gouvernement depuis la Révolution tranquille s'est fait un devoir de clamer, de façon plus ou moins tonitruante selon les allégeances, la spécificité culturelle du Québec, tout en niant, bien sûr, à la culture sa dimension politique. Plutôt que de « faire de la culture l'objet même de l'action politique », nos gouvernements successifs ont préféré faire jouer à la culture tantôt un rôle plus ou moins mou de propagande, tantôt un rôle plus ou moins mou de distinction. Ce qui est amusant, c'est qu'en embrigadant ainsi la culture, les hommes et les femmes politiques ont précisément travaillé à faire en sorte que l'emboîtement de la culture et du politique n'ait pas lieu. N'étant malheureusement pas paranoïaque, je n'arrive pas à me convaincre qu'il s'agit là d'un plan concerté. J'ai plutôt tendance à penser qu'il s'agit d'inculture, doublée d'un mépris pour la culture, précisément celui que les Québécois aiment tant attribuer aux Canadiens français.

Si pour sa part Hydro-Québec, contrairement au ministère de la Culture, a eu la chance de démarrer, comme le veut l'expression, en grande pompe, le visage que l'entreprise arbore aujourd'hui diffère pourtant sensiblement de sa nature originelle. N'oublions pas que la société d'État avait tout de même été mise en place afin de fournir à tous les citoyens de l'électricité à des taux grandement concurrentiels. En un laps de temps relativement court, son caractère socialiste s'est tout bonnement évanoui, et son seul rôle, aujourd'hui, consiste à être une vache à lait étatique, servant de surcroît à courtiser les entreprises privées. Il semble soudain bien lointain, le temps où nous étions fiers d'être Hydro-Québécois.

Passons maintenant aux sections françaises du *National Film Board* et de la *Canadian Broadcasting Corporation*. L'ONF,

comme on sait, a permis à des gens tels Pierre Perrault, Gilles Groulx, Gilles Carle, Jacques Godbout, Denys Arcand ou Michel Brault non seulement de se regrouper autour d'un lieu d'appartenance et d'émulation, mais aussi de gagner leur vie. Retirons-leur cette institution, et je ne suis pas certain qu'ils nous laissent la cinématographie que nous leur connaissons et qui nous a tant enrichis. Pourtant, dès que la soupe s'est mise à bouillir à l'Office, bien peu de personnes se sont levées pour remettre en question la direction que prenait l'établissement. Pire, les grands noms qui, grâce à lui, avaient pu faire carrière et ainsi instaurer notre cinématographie tout en lui donnant une résonance internationale — ces mêmes Perrault, Groulx, Carle, Godbout, Arcand, Brault — n'ont pas même senti la nécessité de monter aux barricades afin de stopper l'hémorragie qui a fini par laisser ce grand lieu aussi exsangue que moribond.

On sait aussi le rôle important qu'ont joué la télévision et la radio de Radio-Canada dans l'avènement du Québec moderne. Pensons seulement, pour débiter, à la grève des réalisateurs de 1958, que certains considèrent comme l'un des coups d'envoi de la Révolution tranquille. Je ne ferai pas ici l'énumération exhaustive de ce que cette société d'État a pu faire comme travail, dans le cadre de sa programmation, afin de doter l'espace public d'un véritable lieu de culture, mais pensons, en vrac, à Judith Jasmin s'entretenant avec Hergé, Ingrid Bergman, Orson Welles, Gabrielle Roy et Le Corbusier; à Wilfrid Lemoine interviewant Gilles Carle, Marcelle Ferron, Salvador Dalí, Georges Simenon, Simone de Beauvoir⁹; à Fernand Seguin recevant Jack Kerouac, Anaïs Nin, Michel Simon, Jacques Tati, Henry Miller et René Goscinny; ou à

⁹ L'entretien fut censuré sous les pressions de l'archevêché, nous étions en 1959. Radio-Canada n'eut la présence d'esprit de le diffuser qu'en 1986 à l'occasion de la mort de l'écrivaine. Autres temps, autres mœurs, ce sont les éliminatoires de la saison de hockey qui empêchèrent les téléspectateurs d'assister à la chose, Radio-Canada l'interrompant en plein vol au bout de quarante minutes pour faire place à notre sport national. Nous ne pouvons plus, dans ce cas, crier à la censure, mais avouons que le résultat est le même.

l'émission *Femme d'aujourd'hui* qui accueillait François Truffaut, Marguerite Yourcenar et Marguerite Duras. Ajoutons que ces entretiens étaient généralement diffusés à des heures de grande écoute, et que le temps de parole accordé aux invités dépassait largement les quinze minutes. On peut aussi penser aux *Beaux Dimanches*, où l'on pouvait voir les Cyniques comme des films de Bergman, des documentaires, des téléthéâtres, des chansonniers et des concerts du Nouvel Ensemble moderne dirigé par Lorraine Vaillancourt.

Bien sûr, tout cela était trop souvent ampoulé, scolaire, et le ton s'avérait obséquieux, mais là n'est pas l'essentiel. On avait alors comme mandat de donner la parole aux forces vives d'ici et d'ailleurs, que ce soit dans le domaine des arts, de la science ou des humanités. Je ne crois pas qu'il serait adéquat de reprendre ces vieilles formules aujourd'hui, qui, il faut bien le reconnaître, ont mal vieilli. Toutefois, ce qui ne saurait vieillir, ce qui demeure encore et toujours d'actualité et que l'on a pourtant choisi d'abandonner, c'est de faire de la télévision un véritable espace de réflexion et de création. Or, la bêtise (comment la nommer autrement ?) des dirigeants de Radio-Canada fut de croire que cet aspect vieillot n'émanait pas du ton « radio-canadien » d'une certaine époque, mais de l'art, de la culture et de ses artisans.

Je ne voudrais pas donner ici l'impression que je tente d'affirmer que cette période était d'une façon ou d'une autre exceptionnelle. Ne l'ayant pas connue, je ne suis pas, à son égard, empreint de nostalgie. Ce qui me désole, c'est que ces institutions, alors embryonnaires, étaient plus dynamiques qu'elles ne le sont aujourd'hui. Pas plus l'ONF que Radio-Canada n'ont produit que des œuvres impérissables et, en vérité, là n'est pas la question. Ce qui demeure, c'est qu'elles étaient alors des lieux où il était possible d'en faire. Je conçois que le paysage télévisuel et cinématographique ait changé depuis, mais je ne vois pas en quoi la donne actuelle nous empêcherait d'actualiser l'exigence et l'urgence qui les habitaient alors.

La radio de Radio-Canada a subi, elle aussi, la même dégénérescence que sa télévision, culminant, en 2004, avec la fermeture de la Chaîne culturelle qui, déjà, s'avérait beaucoup moins culturelle que son ancêtre simplement nommé le réseau FM. Tout comme pour l'ONF, le plus inquiétant dans la déliquescence qui a affligé Radio-Canada demeure que bien peu fut mis en œuvre afin de contrer la catastrophe, encore moins de la part de ceux et celles qui eurent le loisir d'y œuvrer. Il y a bien sûr eu le Mouvement pour une radio culturelle au Canada, animé par Jean Portugais, mais malgré ses efforts ses revendications sont restées lettre morte. Il fallait s'en douter, car, au moment où ce mouvement monte au front, le mal est déjà accompli : la Chaîne culturelle n'est plus, et les prétendues « émissions culturelles » implantées à la Première Chaîne et devant remplacer ce qui se faisait à la Chaîne culturelle ne sont que des magazines aussi légers que consensuels. Ce virage de la radio de Radio-Canada ne s'est pas fait en un jour. On peut, plus ou moins, en situer le départ au milieu des années 1990, somme toute à l'arrivée de Sylvain Lafrance. On commença alors à réduire les budgets déjà faméliques, on chambarda les grilles horaires, ce qui eut pour résultat de faire baisser les cotes d'écoute, mais, surtout, on commença à mettre en place une ligne éditoriale rigide dont l'aboutissement concret n'est autre que la situation actuelle à la SRC.

L'inquiétant dans tout cela, comme je le disais, c'est qu'au cours de ce travail de sape, aucun mouvement interne ne s'est levé pour contrer la saignée. Il y a eu, naturellement, des individus qui prirent plus ou moins adroitement la parole, et qui en payèrent le prix, mais cela demeura justement des initiatives individuelles. Ni le syndicat des réalisateurs, ni celui des techniciens, ni celui des communications ne se sont donné la peine de se lever. Force est de constater qu'ils s'en foutaient. Tout comme pour le déglissement de l'ONF, les grands artisans qui avaient eu le bonheur de participer à l'« âge d'or » de la boîte n'ont pas cru bon de se battre pour laisser en héritage aux générations qui suivaient un

tel lieu de création. La voilà bien à l'œuvre, la mort du Québec : une volonté pugnace des uns de détruire un lieu de transmission ayant joué un rôle social primordial, alliée au je-m'en-foutisme de ceux qui y avaient œuvré.

La direction de la radio de Radio-Canada aime clamer qu'elle demeure encore et toujours fidèle à sa mission culturelle, mais, quand on regarde ce que les anglophones font à la radio, on est en droit de se poser des questions. Ainsi, « Ideas », sur les ondes de CBC, diffuse cinq soirs par semaine, de 21 h à 22 h, et ce, depuis 1965, des documentaires d'auteurs sur la culture et les arts, sur l'histoire, sur les sciences, sur les technologies et sur les humanités en général. Grâce à sa longévité, l'émission attire aujourd'hui 400 000 auditeurs. Il y a aussi « Writers & Company », maintenant dans sa dix-septième année, qui nous a entre autres proposé des entretiens avec Bernardo Bertolucci, Susan Sontag, George Steiner, Umberto Eco, Jane Goodall, Harold Bloom, Russell Banks, Vaclav Havel, Volker Schlöndorff et Bernhard Schlink. Quand on pense que nous avons droit, pour notre part, à des émissions « culturelles » qui se contentent, pour l'essentiel, de voler au ras du sol comme peuvent le faire *Voir* ou le cahier « Arts et spectacles » de *La Presse*. C'est à se demander ce que nous entendons par société distincte. Face à l'abrutissante bêtise que distillent avec arrogance *Tout le monde en parle*, *La fosse aux lionnes* ou *Prochaine sortie*, je ne peux m'empêcher de me dire que l'on n'a pas entièrement tort de préférer Al-Jazira à Radio-Canada.

La chose est d'autant plus dramatique que, ainsi, nous ne faisons pas seulement priver les citoyens actuels, de même que ceux qui suivront, d'outils qui ont permis au Québec de s'« ouvrir sur le monde », comme le veut l'expression consacrée, mais nous nous privons aussi nous-mêmes, en ce moment, d'espaces publics où réflexions et créations ne seraient pas harnachées à cet esprit utilitaire que méprisait tant Paul-Émile Borduas.

Créations et réflexions n'ont pas un rôle d'enculage de mouches, comme on aime le prétendre, mais bien un rôle politique : l'art, en effet, précisément parce qu'il rompt « définitivement avec toutes les habitudes de la société » et « se désolidaris[e] de son esprit utilitaire¹⁰ », donne à tout un chacun l'occasion de prendre un recul salutaire et nécessaire pour voir le monde d'un point de vue dégagé, à tout le moins en partie, de l'impératif des idées reçues. Or, c'est bien grâce à l'ouverture que créent ces percées que le politique peut tenter de réfléchir autrement qu'à la petite semaine. Comme l'énonce de façon si juste Robert Richard dans *L'émotion européenne*, « l'art est la condition du politique¹¹ ». Si, comme Godbout le souligne d'ailleurs, les années 1965-1970 furent si riches au plan politique, c'est précisément grâce à cet apport des arts et de la littérature¹². La grande différence, me semble-t-il, entre cette glorieuse période et celle que nous vivons est précisément que, aujourd'hui, le politique, de même que les institutions, regimbent à l'idée de faire appel aux forces vives de la culture, que les institutions préfèrent désormais bloquer tout accès aux forces vives contemporaines afin de privilégier le babil éphémère de l'air du temps. Cela ne veut pas dire pour autant que ces forces ont disparu parce qu'elles ont eu le malheur de faire leur cégep plutôt que le cours classique, mais bien qu'elles sont maintenant condamnées à un exil intérieur. La chose est d'autant plus grave que nous avons bien besoin, en ce moment, de ces forces vives. Absorber, en effet, des cultures *a priori* fort différentes de la nôtre n'est pas une tâche aisée. Or, quoi de plus adéquat que la littérature, le cinéma, le théâtre ou la philosophie pour nous enseigner de quelle façon l'on peut faire du soi avec de l'autre ? Se divertir est, j'en conviens, important. C'est même

¹⁰ Paul-Emile Borduas, *Refus global et projections libérantes*, Montréal, Parti Pris, 1980, p. 35.

¹¹ Robert Richard, *L'émotion européenne*, Montréal, Varia, 2004, p. 37.

¹² « Sans la chanson, sans la poésie, sans la littérature, sans discours chargé d'émotion, le PQ n'aurait pas été élu. C'était une époque où il y avait une cohésion extraordinaire et un rêve partagé dans la société », Michel Vastel, « 2076 : la fin du Québec ! L'entretien avec Jacques Godbout », *L'Actualité*, vol. 31, n° 13, 1^{er} septembre 2006, p. 20-22.

nécessaire. J'aime autant que n'importe qui me prélasser et ne pas penser aux diverses difficultés qui me taraudent, mais se divertir n'est pas tout. Comme le disait si bien Raymond Queneau, « y a pas que la rigolade, y a aussi l'art¹² ». Comment peut-on s'étonner que de nouveaux venus n'aient que faire d'un héritage que les institutions québécoises, du ministère de l'Éducation à la télévision publique, méprisent elles-mêmes ouvertement ? Personnellement, quand on s'inquiète de la mort du Québec, j'ai tendance à être beaucoup plus apeuré par un réseau public dédaignant tout ce qui se rapproche de près ou de loin de la culture que par un gamin portant le kirpan ou par un érouv à Outremont.

Ainsi, que cette génération qui a tout fait pour saccager le Québec, en détruisant de manière systématique après en avoir joui à satiété ce qui avait été construit par ses prédécesseurs, vienne maintenant jouer les pleureuses sur la place publique me fait osciller entre la dépression et la colère. La voilà bien à l'œuvre, la mort du Québec, et je me demande même parfois si le Québec n'est pas lui-même la mort à l'œuvre. Car cette génération, c'est la toute première à devenir québécoise. Cette révolte, cette poussée révolutionnaire dont est issu le Québec, elle était canadienne-française, et c'est le Québec qui l'a étouffée. Quand Borduas dans le *Refus global*, soit donc en 1948, affirme qu'il faut « rompre définitivement avec toutes les habitudes de la société, se désolidariser de son esprit utilitaire¹³ », il est encore Canadien français ; quand, en 1953, Gaston Miron, Gilles Carle, Jean-Claude Rinfret, Mathilde Ganzini, Louis Portugais et Olivier Marchand fondent l'Hexagone, qui est aujourd'hui la propriété de Quebecor, ce sont des Canadiens français ; quand Michèle Lasnier lance *Femme d'aujourd'hui* en 1965, c'est une Canadienne française. Cette formidable

¹² Raymond Queneau, *Zazie dans le métro*, Paris, Gallimard, coll. « Folio », 1991, p. 57.

¹³ Paul-Émile Borduas, *op. cit.*, p. 35.

poussée qui durera plus ou moins vingt ans et dont tous se réclament d'une façon ou d'une autre, c'est bien le Québec qui n'a pas eu le courage de la mener jusqu'au bout, et là encore, je le répète, je ne crois pas qu'un État-nation à nous arriverait à lui seul à changer quoi que ce soit.

L'ignorance que M. Godbout reproche aux cégépiens dans son entretien est en bonne partie réelle, mais, quand il est question de transmission, *it takes two to tango* : si les cégépiens sont si incultes que ça, c'est en partie dû à l'éducation qu'on leur donne, c'est en partie dû à leur environnement médiatique médiocre. On ne peut pas, d'une part, réduire dans le cursus scolaire l'héritage humaniste à sa portion la plus congrue et, d'autre part, se désoler de leur pauvreté intellectuelle. « Il faut comprendre qu'en trois générations, d'aujourd'hui à 2076, s'affirme ou se brade l'héritage culturel québécois, sa créativité, son originalité, sa mémoire », nous dit encore M. Godbout dans son entretien à *L'Actualité*. Mais ce bradage, il est commencé depuis au moins vingt-cinq ans, si ce n'est plus. La difficulté qu'éprouve le Québec face à son héritage nous est peut-être plus clairement révélée dans nos rapports difficiles par moments avec les citoyens issus d'autres cultures, mais ceux-ci n'en sont en rien responsables. Si nous méprisons nous-mêmes notre mémoire, comment pouvons-nous sérieusement demander à ceux qui ne la possèdent pas de l'explorer ?

De plus, la mémoire, comme on sait, n'est pas particulièrement friande de trajectoires rectilignes. Elle part, comme elle le peut, dans une logique qui lui est aussi propre qu'aveugle, dans tous les sens. Je ne reprocherai jamais à M. Godbout de souhaiter que ceux qui se raconteront, dans un jour plus ou moins lointain, l'histoire du Québec le fassent « dans une certaine continuité » — c'est aussi un souhait qui m'est très cher —, mais encore faut-il savoir de quelle continuité on se réclame. Sur quelles assises le Québec de 2076 s'appuiera-t-il ? Sur les poèmes de Gaston Miron ou les *jokes* de Réal Béland ? Fernand Dumont ou Stéphane

Gendron ? Claude Vivier ou Lynda Lemay ? Un héritage, bien sûr, à plus forte raison lorsqu'il est politique, culturel et social, n'est jamais homogène. Personnellement, bien que l'Histoire, comme le veut l'expression, soit à chaque fois écrite pour et par les gagnants, ceux qui semblent avoir tout perdu, ceux qui n'ont pas réussi à fonder quelque chose, m'apparaissent beaucoup plus fertiles que leurs opposants médaillés par leur époque ou par le temps. Je choisirai ainsi toujours *La Scouïne* d'Albert Laberge à *Maria Chapdelaine* de Louis Hémon, Georges-Émile Lapalme à Jean Lesage, Chénier à Dollard des Ormeaux, les romans de Gilbert LaRocque à ceux de Michel Tremblay, le défunt réseau FM de Radio-Canada à Espace musique, *On est au coton* de Denys Arcand aux *Invasions barbares* du même réalisateur, les chroniques d'Arthur Buies à celles de Richard Martineau, *Le sel de la semaine* avec Fernand Seguin à *Tout le monde en parle* avec Guy A. Lepage, et *La neuvaïne* de Bernard Hémond à *Bon cop, bad cop* d'Éric Canuel.

Si ce qui est censé mourir en 2076, c'est le Québec issu du *Ouf !* de Denise Bombardier, des chroniques de Nathalie Petrowski, des éditoriaux de Mario Roy, de *Je l'ai vu à la radio*, du rachat de l'Hexagone par Quebecor, des conceptions du politique de Jean Charest, d'André Boisclair et de Mario Dumont, des éditions Les Intouchables, de *Loft Story*, de *Flash*, de *Star Académie*, de CKOI ou de Loto-Québec, on peut peut-être se dire que ce sera tant mieux et qu'on l'aura échappé belle.

Si par contre le Québec qui s'apprête, peut-être, à mourir est celui du *Pas de Gamelin* de Jacques Ferron, du *Monsieur Melville* de Victor-Lévy Beaulieu, d'*Arbres* de Paul-Marie Lapointe, de « La marche à l'amour » de Gaston Miron, de *Neige noire* d'Hubert Aquin, de *24 heures ou plus* de Gilles Groulx, du *Prologue pour un Marco Polo* de Claude Vivier, du *Lieu de l'homme* de Fernand Dumont, de l'essai *Du Canada au Québec* de Heinz Weinmann, des caricatures de Robert LaPalme, d'*Albertine, en cinq temps* de

Tremblay, des *Reines* de Chaurette, de *Durocher le milliardaire* de Robert Gravel, ou encore du Quartanier Éditeur, il y aura, en effet, raison de se chagriner. Le pire, c'est que, les jours de grand froid, j'ai parfois l'impression que le premier groupe a déjà tué le second. Souhaitons que ce ne soit que l'humidité de l'hiver qui m'amène cette pensée.